

Proche-Orient : retour en force de la Russie dans la région



La Russie pratique, au Proche-Orient, une politique étrangère fondée sur le calcul des forces en présence et ses propres intérêts, selon une approche économique, militaire et culturelle.

Forte de ses relations avec la Syrie, l'Égypte, la Turquie, l'Iran, Israël, le mouvement Hezbollah au Liban et celui du Hamas dans la bande de Gaza, elle engage un bras de fer avec l'Occident. Tel a été le thème d'une conférence-débat organisée, le 21 février 2017 à Paris, par l'Institut des relations internationales et stratégiques. Y sont intervenus : Igor Delanoë, Observatoire franco-russe ; Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur de France en Russie ; Jean-Paul Chagnollaud, Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient.

Une nouvelle donne. En 1991, la Russie a restructuré sa politique au Proche-Orient avec pragmatisme et sans l'idéologie du temps de l'URSS, explique Igor Delanoë. Elle y trouve d'abord un intérêt économique, fait nouveau, par la vente d'armement et d'énergie, à savoir nucléaire, gazière ou pétrolière. Sur le plan sécuritaire, elle s'inquiète de la prolifération d'armes de destruction massive, de leur capacité et du risque de les voir utilisées contre elle. En conséquence, elle coopère avec les Etats-Unis pour maîtriser la dissémination d'armements dans la région, interdire les armes chimiques en 2013 et parvenir à un accord sur le programme nucléaire iranien en 2015. Enfin, elle veut disposer de cartes dans le jeu géopolitique du Moyen-Orient, face à l'Occident. Pour tenter de résoudre la crise israélo-palestinienne, elle a tenté, sans succès, de tenir une conférence à Moscou avec les deux parties. Elle essaie alors de réussir un dialogue entre les factions palestiniennes, en vue de favoriser l'émergence d'un seul interlocuteur pour faire avancer le dossier. Elle parvient à maintenir en Égypte des contacts avec les Frères musulmans (mouvement salafiste) et le président Abdel Fattah al-Sissi, depuis les printemps arabes de 2011. Ceux-ci, selon elle, découlent des « révolutions de couleur » précédentes : « rose » ou « des roses » en Géorgie (2003), « orange » en Ukraine (2004), « rose » ou « des tulipes » au Kirghizistan (2005), « bleue » ou « en blue jean » en Biélorussie (2005) et « du cèdre » au Liban (2005), qui ont porté au pouvoir des gouvernements pro-occidentaux. La

crise actuelle en Libye résulte de l'opération occidentale menée par la France et la Grande-Bretagne contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi, qui n'aurait pu avoir lieu si la Russie avait opposé son veto au Conseil de sécurité de l'ONU. S'estimant dupée, elle l'a opposé 6 fois depuis et la Chine 2 fois. En Syrie, ses intérêts nationaux la poussent à une solution politique, à savoir une médiation avec l'Iran et la Turquie pour compléter la conférence de Genève sous l'égide de l'ONU. Selon Igor Delanoë, ce « triangle » devrait disparaître à la fin du conflit. En effet, la Turquie ne souhaite pas que la Russie se rapproche trop des Kurdes, qui revendiquent une entité transfrontalière laïque, valeur mal perçue au Moyen-Orient. Par ailleurs, Turquie, Iran et Irak s'opposent à la création d'un Etat kurde au détriment d'une partie de leur territoire. Partisane d'une décentralisation du pouvoir en Syrie, la Russie semble plus attachée à sa structure étatique qu'à la personne du président Bachar el-Assad qui, pour l'Iran, caractérise un Etat central fort. Le rapprochement de la Russie vers l'Iran et la Turquie vise à résoudre la situation au Nord de la Syrie et celui vers Israël à éviter des incidents de frontière. De son côté, la Chine craint le retour des Ouïghours partis combattre avec Daech et susceptibles de déstabiliser la province du Xinjiang à leur retour. Elle propose de participer à la reconstruction de la Syrie par le biais de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Constance et intermittences. La Russie n'a jamais quitté le Moyen-Orient depuis la chute de Constantinople en 1453, quand elle s'est autoproclamée « troisième Rome », rappelle Jean de Gliniasty. La guerre de Crimée (1853-1856) l'a opposée à l'Empire ottoman, allié à la France et la Grande-Bretagne. Après 1945, l'URSS, disposant de ses propres ressources pétrolières, soutient les nationalismes arabes au détriment des partis communistes locaux pour des raisons politiques. Malgré l'expulsion d'Egypte de ses 20.000 conseillers en 1972, elle parvient à conserver son influence en Syrie. La guerre du golfe (1991), menée par une coalition internationale pour libérer le Koweït envahi par l'Irak, marque son éviction politique de la région, confirmée par les accords d'Oslo entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (1993). Mais elle préserve sa présence économique par la vente d'armement par les entreprises russes, affectées par la baisse du budget militaire national. Entre 2000 et 2015, ses échanges commerciaux ont décuplé. Vu de Moscou, la rupture des relations diplomatiques des pays occidentaux (hors Etats-Unis) avec la Syrie dès le début de la crise leur a fait perdre leur crédit et toute possibilité de dialogue. Pour sauver le régime de Bachar el-Assad, dont elle estime qu'il fait partie de la

solution politique, la Russie est intervenue militairement (frappes aériennes) pour l'aider à reconquérir Alep. Par la suite, un bombardement américain a fait échouer un accord de cessez-le feu. Pour la Russie, sa réconciliation avec la Turquie lui donne un atout « sunnite » face au monde « chiite » dominé par l'Iran. Selon Jean de Glinasty, Daech constitue un facteur d'unification de la coalition internationale et de la Russie. Mais, toute action militaire contre le régime syrien, passant outre à un veto russe à l'ONU, affaiblirait le Conseil de sécurité.

Incertitudes occidentales. Selon Jean-Paul Chagnollaud, le conflit syrien a conduit à la consolidation d'un régime totalitaire avec des implications : judiciaires par le nombre de victimes (*voir encadré*) ; politiques par celui des personnes réfugiées et déplacées (*idem*) et une société fracturée entre les anti et pro-régime ; existentielles, car le régime lutte pour sa survie. Avec l'envoi de 10.000 combattants sur le terrain, l'Iran se proclame première puissance régionale. Outre sa maîtrise de l'espace aérien, la Russie a remporté des succès diplomatiques. Les pays occidentaux se sont trouvés marginalisés, comptant sur la diplomatie sans l'action militaire.

Loïc Salmon

Iran : acteur incontournable au Moyen-Orient et au-delà

Turquie : partenaire de fait au Proche et Moyen-Orient

Arabie Saoudite : retour du sacré dans les relations internationales

Le conflit armé en Syrie a causé plus de 400.000 morts entre mars 2011 et septembre 2016, selon plusieurs organisations non gouvernementales. La moitié de la population a été déplacée et plus de 5 millions de Syriens ont fui le pays. Les mouvements rebelles sont soutenus notamment par l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis ainsi que le Front Al-Nosra, branche syrienne de l'organisation djihadiste Al-Qaïda. Le régime syrien a reçu les renforts du Hezbollah, mouvement politique et militaire chiite libanais, et des brigades islamistes chiites irakiennes et étrangères ainsi que l'appui militaire de l'Iran et de la Russie. L'Etat islamique (Daech), en guerre contre tous les belligérants depuis 2014, est devenu la cible des frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Enfin, les Kurdes du parti PYD et de sa branche armée YPG combattent pour l'autodétermination du Rojava, territoire autonome de fait dans le Nord et le Nord-Ouest de la Syrie.